

DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL AU DÉVELOPPEMENT SOCIO-ÉCONOMIQUE ?

FACE à la paupérisation et à la marginalisation d'un nombre croissant d'habitants de certains quartiers populaires, processus largement attribués au chômage, il devient de plus en plus manifeste que les politiques d'action sociale axées sur l'injection de revenus sociaux, l'amélioration de l'habitat comme l'animation de la vie sociale, ne suffisent plus à lutter contre la dégradation des conditions de vie et les dangereux attraits de l'économie informelle délictueuse (délinquance, trafic de drogue...). Avec la reconnaissance de la non-résorption du chômage, toute initiative favorisant l'activité économique, l'emploi, l'accès aux revenus autres que sociaux ou frauduleux, apparaît de plus en plus comme devant être valorisée pour faire sortir ces quartiers et leurs habitants de la marginalité dans laquelle ils sont enfoncés. Mais peut-on ainsi, sur la base du quartier, passer du seul développement social au développement socio-économique ?

Ces initiatives, si elles ne sont pas aussi nombreuses que souhaitées, peuvent être très variées : individuelles ou collectives, monétaires ou non, commerciales ou non... Elles n'obéissent pas aux mêmes logiques économiques, ne mobilisent pas les mêmes ressources, ne nécessitent pas les mêmes formes d'accompagnement, et ne produisent pas les mêmes effets sur les quartiers d'où elles émergent.

DIVERSES FORMES D'ORGANISATION DE L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

continuent en effet à cohabiter alors que notre société paraît dominée par la grande entreprise industrielle capitaliste. Dans les quartiers créés pour héberger la main d'œuvre de ces grandes entreprises et aujourd'hui mis à l'écart des relations économiques marchandes officielles, la crise a même revalorisé l'économie familiale, les systèmes d'échanges non monétaires, comme elle a été un terreau propice au travail au noir et à l'essor de l'économie souterraine délictueuse.

Ainsi l'économie dite "informelle" regroupe à la fois des activités non monétarisées, basées sur les échanges en nature effectués au sein de la famille ou du voisinage, donc sur des rapports interpersonnels de confiance qui favorisent le don et une certaine réciprocité, et des activités monétarisées mais non déclarées (du travail au noir au trafic de produits illicites).

On cherche aujourd'hui à encourager les initiatives des habitants qui visent à élargir le champ de l'économie domestique ou à combler ses déficiences, à organiser des systèmes d'échange non monétaires, à blanchir le travail au noir, par la création d'organisations et d'entreprises nouvelles qui ne sont pas forcément marchandes (c'est-à-dire confrontées à la concurrence sur un marché solvable).

Si, formellement, les mêmes besoins se font sentir pour construire une activité économique : mobilisation de moyens,

de compétences, analyse de besoins, recherche de débouchés... **les formes d'accompagnement**, qui existent ou sont à inventer, dépendent de la nature des projets et de leurs porteurs.

- L'entrepreneur individuel nécessite un accompagnement individualisé sous forme de tutorat ou de parrainage ; il peut être abrité dans une structure collective (pépinière ou couveuse), il doit être mis en relation avec les réseaux professionnels, bancaires...
- La constitution de réseaux d'échanges impose l'élargissement et la formalisation de relations interpersonnelles, pour prendre en compte à la fois la participation individuelle des acteurs et les prémisses de l'organisation collective qui les met en relation.
- L'élaboration d'un projet collectif demande un long processus de création d'un consensus avant que ne soit réellement montée l'organisation collective qui permettra le développement de la production commune.

DE PLUS, LES DYNAMIQUES SOCIO-ÉCONOMIQUES NE SONT PAS LES MÊMES

Certaines relèvent de l'économie de survie qui permet aux groupes sociaux de ne pas tomber de la pauvreté dans la misère et de sortir de leur isolement ; d'autres obéissent à une logique de croissance où l'épargne, les gains de productivité, le réinvestissement des surplus... sont des préalables à l'amélioration des revenus.

Susciter des réseaux d'échanges collectifs de savoirs ou de services, offrir quelques heures de travail... est très utile à la reconquête de la dignité individuelle comme à la densification des rapports sociaux, à l'ouverture sur l'autre comme à la reprise de confiance en soi, à la reconnaissance de l'utilité sociale de chacun alors que le chômage tend à stigmatiser des "inutiles économiquement" ; de même, créer des services de proximité est indispensable à la satisfaction des besoins et à la vie collective. **Mais ces activités** ne sont pas toutes productrices de richesse supplémentaire, **elles servent surtout à faire circuler la richesse existante**, qu'elle soit humaine, matérielle ou financière, sans accroître directement et globalement les revenus des habitants. Par contre ces activités ont des effets économiques indirects indéniables : d'une part elles évitent des coûts collectifs supplémentaires, d'autre part elles participent au développement personnel des habitants qui peuvent alors mieux valoriser leurs compétences à l'extérieur.

À l'inverse, les activités créées doivent pouvoir mobiliser des ressources extérieures au quartier, soit par des financements, soit par des marchés plus vastes (HLM, ville...) si elles veulent injecter de nouveaux revenus sur le quartier.



... LES INCIDENCES SOCIO-ÉCONOMIQUES SUR LES QUARTIERS,

des différentes initiatives économiques, sont alors variables : ce qui peut être un progrès en terme monétaire ne l'est pas forcément en terme de relations sociales et vice-versa ; un progrès qui veut associer la population ne peut être que pondéré s'il vise à améliorer collectivement le bien-être.

C'est pourquoi la création d'entreprises commerciales nouvelles qui attirent et génèrent des ressources supplémentaires conduit très souvent à leur déterritorialisation, avec l'essor des qualifications et la recherche de l'amélioration des revenus, car le marché local solvable est trop étroit, la pression sociale très prégnante, l'encouragement à la dépense des revenus plus fort que celui de leur réinvestissement dans l'activité productive.

Il est en effet difficile d'avoir des effets de diffusion et d'accumulation à l'échelle d'un quartier, surtout quand celui-ci a été conçu de manière mono-fonctionnelle et qu'il est en voie de paupérisation. De nombreuses associations locales elles-mêmes se regroupent verticalement dans des fédérations, comités de liaison... pour améliorer leur efficacité grâce à l'échange d'informations et d'expérimentations, à l'accès à la formation, voire à la mutualisation des moyens que permet une solidarité plus large.

Ainsi, il apparaît que le développement économique ne se résume pas à une somme d'initiatives économiques, individuelles ou collectives. C'est un processus long, complexe et cumulatif, qui associe de nombreux "ingrédients" : motivations et compétences des entrepreneurs individuels ou collectifs, investissements, gains de productivité, liens entre les produits, débouchés, réinvestissement des surplus... et qui suppose une interaction entre différentes activités, une diffusion des innovations, une mutualisation ou une concentration de la richesse...

La logique d'entreprise peut s'opposer à la logique de territoire, la logique de la production à celle de la population : en effet elles imposent une sélection des projets et des gains de productivité plutôt que la répartition sociale du travail et la redistribution des revenus...

Les quartiers populaires, conçus le plus souvent de façon mono-fonctionnelle, ne sont donc pas forcément les territoires adéquats pour le développement économique. Il faut distinguer ce qui peut en faire des quartiers "résidentiels" agréables, et ce qui peut assurer une activité, donc un revenu, aux habitants. Ces deux objectifs ne s'inscrivent pas forcément sur les mêmes espaces géographiques.

Comme tout quartier "résidentiel", il est légitime que les quartiers dits "dortoirs" disposent de la même qualité de vie,

des mêmes services de proximité (pour la consommation, les échanges, les loisirs...). Pour cela, associer la population à l'expression et à la satisfaction des besoins immédiats, qui sont aussi des besoins de relations, de socialisation, peut donner naissance à des relations économiques nouvelles : usagers producteurs ou coproducteurs des services, bénéficiaires-acteurs, en élevant la participation et la qualification des habitants.

Cela ne saurait suffire, car les habitants, comme les quartiers dans leur ensemble, ont besoin à la fois de ressources extérieures et de relations avec les autres quartiers d'activités (ou d'affaires) qui s'alimentent du travail, de la consommation, de l'ensemble de la population et qui doivent les alimenter en échange avec des emplois, des revenus, un accès à la formation... Il est inconcevable de penser la réussite d'initiatives économiques en dehors de leur connexion avec les circuits de production et d'échange globaux (pour l'accès aux produits, aux financements, aux marchés...).

Sinon il est à craindre que les initiatives économiques issues des quartiers dortoirs, soit se limitent à créer des services minimum, soit mobilisent les forces vives et les aides auxquelles ils ont droit pour les détourner vers l'extérieur plutôt que d'en nourrir le quartier.

Il est donc clair que les seules initiatives économiques promues par les habitants ne sauraient suffire à remplir ces missions, que les quartiers populaires ne seront pas les moteurs d'un nouveau mode de développement autosuffisant. Elles contribuent à façonner l'image du quartier, à le sortir d'un fatalisme selon lequel il ne saurait pas y avoir de réussite économique légale, à améliorer le cadre de vie et les relations sociales et à remobiliser les habitants autour du travail, sous ses diverses formes, alors que nombre d'entre eux, et notamment les plus jeunes, n'ont jamais connu de revenus issus de l'activité productive.

Mais peut-on donner d'autres ambitions à ces initiatives que les cantonner à ce rôle symbolique ou à un rôle économique minimum ? Sans prétendre expérimenter des moyens de sortir globalement de la crise de l'emploi, de la ville, peut-on explorer des activités et des modes d'organisation économique qui puissent se diffuser à l'extérieur de ces quartiers pour intéresser les autres quartiers, la ville, ou même des espaces plus vastes, plus propices à un véritable développement économique ? ■

Danièle DEMOUSTIER,

Équipe de Socio-économie associative et coopérative,
Institut d'études politiques de Grenoble

